

LA COMMISSION ETHIQUE ET DEONTOLOGIE DE L'UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE

Article 1 : Missions et compétences

La Commission Ethique et Déontologie est une instance consultative qui a pour mission de donner des avis sur les problèmes éthiques et déontologiques propres à l'Université de Reims Champagne Ardenne.

Elle intervient en particulier dans les domaines suivants :

- **Intégrité scientifique** (Honnêteté, rigueur dans la démarche, impartialité et indépendance, objectivité, transparence, respect de la propriété intellectuelle, conduite responsable. Prévention et lutte contre la fraude scientifique : fabrication de données, falsification de données, plagiat, embellissement de données, violation de protocoles, pratiques douteuses liées aux publications, conflits d'intérêts dans le cadre de la recherche).
- **Encadrement éthique de la recherche et des activités académiques** (Eclairage à la prise de décision dans le respect de la dignité humaine, animale et de l'environnement).
- **Lutte contre les discriminations** (Prévention et lutte contre toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de leur situation économique, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée).
- **Droits et obligations des fonctionnaires** (Appui au référent déontologue, avis relatifs aux adaptations au service des principes déontologiques applicables aux fonctionnaires, prévention des conflits d'intérêts, conditions et modalités des recrutements de fonctionnaires).
- **Encadrement éthique de la vidéoprotection** (Garantie de protection et d'information des usagers, exploitation déontologique du dispositif de vidéoprotection, garantie du délai de destruction des enregistrements, garantie du droit d'accès aux images, garantie de transparence et de traçabilité du dispositif).
- **Toute question liée aux usages du numérique en lien avec la Charte des usages du numérique**

Elle conseille le Président et les instances décisionnaires de l'URCA sur ces questions.

Elle participe à la mise en place d'une Charte dans ces domaines puis à son application.

Elle participe à la diffusion des bonnes pratiques auprès des personnels et usagers de l'URCA.

Article 2 : Composition de la Commission

Article 2-1 : Valeurs partagées par les membres de la commission

Les membres de la Commission Ethique et Déontologie de l'URCA doivent manifester leur attachement aux valeurs d'intégrité et de probité. Ils ne représentent pas dans cette tâche leur composante ou service de rattachement et doivent faire preuve d'une grande indépendance et impartialité.

La Commission doit refléter collégalement l'ensemble des acteurs de l'Université tant par la nécessaire interdisciplinarité que par la mixité des intervenants.

Les membres de la Commission sont tenus à une stricte confidentialité.

Article 2-2 : Différentes formations de la Commission

La Commission Ethique et Déontologie peut se réunir sous diverses formations :

- En formation plénière
- En formation Intégrité scientifique
- En formation Ethique de la recherche et des activités académiques
- En formation Lutte contre les discriminations
- En formation Droits et obligations des fonctionnaires
- En formation Vidéoprotection

La commission est composée de la façon suivante :

- Le/la Président(e) de l'Université ou le /la représentant(e) qu'il désigne
- Le/la Vice-Président(e) chargée de l'Ethique et de la Déontologie
- Un(e) représentant(e) des professeurs d'université
- Un(e) représentant(e) des maîtres de conférences
- Un(e) représentant(e) des autres enseignants
- Deux représentant(e)s des personnels BIATSS
- Deux représentant(e)s des étudiants dont un représentant des doctorants
- Une personnalité extérieure qualifiée

Et

Dans sa formation Intégrité scientifique :

- Les directeurs des écoles doctorales
- Le/la référent(e) Intégrité scientifique

Dans sa formation Ethique de la recherche et des activités académiques :

- Les directeurs des écoles doctorales
- Deux enseignants-chercheurs spécialistes de l'Ethique

Dans sa formation Lutte contre les discriminations :

- Le/la chargé(e) de mission à l'égalité et à la diversité
- Le/la chargé(e) de mission au handicap

- Le/la référent(e) Lutte contre le racisme et l'antisémitisme

Dans sa formation Droits et obligations des fonctionnaires

- Deux représentants(es) du CT
- Le/la référent(e) déontologue

Dans sa formation Vidéoprotection

- Un(e) représentant(e) du CHSCT
- Un(e) membre du Collège éthique de la Ville de Reims
- Un(e) représentant(e) d'une association de protection des droits de l'homme
- Un(e) représentant(e) de la direction départementale de la sécurité publique

La commission se réunit en formation plénière au minimum une fois par an pour effectuer un bilan de l'action des formations. Elle est alors composée de l'ensemble des membres de toutes les formations à l'exception des membres extérieurs à l'URCA de la formation vidéoprotection.

Article 2-3 : Modalités de désignation des membres de la Commission

Le Conseil d'Administration de l'Université de Reims Champagne-Ardenne désigne, après appel à candidatures, l'ensemble des représentants des personnels de l'établissement ainsi que les représentants des étudiants.

Le (la) représentant (e) du CHSCT sera proposé (e) par le CHSCT.

Les représentants du CT seront proposés par le CT.

Le Conseil d'Administration est également compétent pour désigner les personnalités extérieures susceptibles de siéger dans la commission Ethique et Déontologie. Celles-ci sont proposées par le Président de l'Université.

La durée du mandat est de 4 ans, sauf pour le mandat des représentants des étudiants qui lui est fixé à deux ans.

Article 3 : Bureau de la Commission

Le bureau de la commission éthique et déontologie est composé de :

- Le/la Président(e) de l'Université ou le/la représentant(e) qu'il désigne
- Le/la Vice-Président(e) chargée de l'Ethique et de la Déontologie
- Le/la représentant(e) des professeurs d'université de la commission
- Le/la représentant(e) des maîtres de conférences de la commission
- Le/la représentant(e) des autres enseignants de la commission
- Les représentant(e)s des personnels BIATSS de la commission
- Les représentant(e)s des étudiants de la commission

Le bureau de la commission désigne en son sein et sur proposition du Président de l'Université le Président de la Commission.

Le bureau se réunit à l'initiative du Président de la Commission ou à la demande de l'un de ses membres permanents. Il aide le Président dans l'administration de la Commission. Il détermine la formation compétente. Il peut être réuni en cas d'urgence pour donner un avis partiel avant

ratification par la formation compétente. Il veille au renouvellement des membres sortants de la Commission. Il est l'organe compétent en charge de la discipline interne à la Commission.

Article 4 : Saisine de la Commission

La Commission Ethique et déontologie peut s'autosaisir.

Elle peut également faire l'objet d'une saisine par le Président de l'Université de sa propre initiative et/ou sur intervention de :

- Un personnel de l'Université
- Un(e) étudiant(e) de l'Université
- Une composante
- Une organisation syndicale ayant des représentants au sein des instances de l'URCA
- Un partenaire institutionnel de l'Université

Article 5 : Fonctionnement général de la Commission

La commission se prononce dans un délai n'excédant pas 6 semaines après sa saisine. Pour des questions spécifiques, la Commission peut faire appel à des avis spécialisés extérieurs à elle.

Les différentes formations de la Commission se réunissent au minimum une fois par an sur convocation du Président de la Commission.

Le Président de la Commission définit l'ordre du jour. Le secrétariat de la Commission est chargé de le communiquer, avec les documents afférents, une semaine au minimum avant la réunion de la Commission.

Les séances ne sont pas publiques mais, la Commission peut décider d'entendre toutes personnes dont l'audition est utile à l'examen d'une question à l'ordre du jour. Celles-ci sont convoquées par le secrétariat de la Commission.

Article 6 : Avis et travaux de la Commission

La Commission est compétente pour formuler des avis, des recommandations et propositions de caractère général sur les mesures susceptibles de prévenir des manquements à l'éthique et à la déontologie.

Elle conseille le Président et les instances de l'URCA sur ces questions.

Elle donne également des avis au Président sur des situations individuelles ou particulières.

Les avis de la Commission se conforment au principe d'anonymat et respectent impérativement le secret professionnel.

Les avis de la Commission sont purement consultatifs et informatifs.

Les avis sont communiqués à l'auteur de la saisine.

Il est constitué un recueil des avis et travaux de la Commission comportant les trois parties suivantes :

- Compte-rendu des séances
- Avis émis sur les cas concrets

- Avis émis à caractères généraux.

Seuls ces derniers avis font l'objet d'une diffusion à la communauté universitaire.

Article 7 : Méthode de travail

La Commission détermine une méthode de travail lisible et admise par ses membres.

Face à une question, elle suit la démarche suivante :

- Elle recueille les informations et les recommandations sur la question
- Elle s'appuie sur les services de l'Université compétents ; sur la question spécifique des risques psycho-sociaux, elle entre en lien avec le comité de prévention des RPS et la cellule de veille au travail
- Elle identifie les principes et valeurs en jeu
- Elle se réfère aux règles juridiques en vigueur et aux avis émis éventuellement par d'autres instances consultatives sur le même objet.
- Elle dresse la liste des alternatives envisageables
- Elle évalue les bénéfices et les risques de chaque alternative
- Elle propose une ou plusieurs solutions